

INTERNATIONAL • YÉMEN

## Un site de Total utilisé comme prison au Yémen

Une partie de l'usine de liquéfaction de gaz de Balhaf, à l'arrêt depuis le début de la guerre en 2015, a été réquisitionnée par les Emirats arabes unis.

Par Louis Imbert • Publié aujourd'hui à 11h55, mis à jour à 14h29

Article réservé aux abonnés



Un gazoduc de gaz naturel liquéfié à Balhaf, au sud-est du Yémen, au moment de la mise en service du site opéré par Total via Yemen LNG, en 2009. /REA / SHAWN BALDWIN/The New York Times

Sur la route côtière qui lie l'est du Yémen au reste du monde, le long du golfe d'Aden, l'usine de Balhaf a des allures de vaisseau spatial à l'échouage. Le groupe français Total est actionnaire à 39,6 % de cet immense complexe gazier, opéré par l'entreprise locale Yemen LNG. Une usine de liquéfaction du gaz y est accolée à un port et à un gazoduc, qui parcourt sur plus de 300 km un plateau désertique, en direction des champs de production du nord du pays.

Ce site industriel a été mis à l'arrêt au printemps 2015, dès le début de la guerre au Yémen. Total ignore quand il pourra relancer les exportations vers l'Asie d'une usine qui a coûté 4,3 milliards d'euros, et qui assurait depuis 2009 jusqu'à 45 % des recettes budgétaires de l'Etat yéménite.

Les environs ne sont pas sûrs : les djihadistes d'Al-Qaida s'y sont imposés dès 2015, puis l'armée des Emirats arabes unis les a pourchassés, enrôlant des forces tribales locales. Total et Yemen LNG se veulent neutres, dans ce conflit qui oppose bien d'autres acteurs et qui a fait 100 000 morts depuis 2015, selon un décompte de l'ONG américaine Aclad. Cependant, la guerre a fini par s'immiscer à l'intérieur du site industriel lui-même, et par impliquer le groupe énergétique français.

Depuis deux ans, des témoignages recueillis par l'organisation Amnesty International, par le panel d'experts sur le Yémen des Nations unies ainsi que par des ONG et des activistes yéménites ont fait

état de l'existence d'un lieu de détention à Balhaf, administré par les forces émiraties au sein d'une base militaire. Celle-ci a été aménagée par les Emirats à la mi-2017 sur une partie du site industriel de Total, réquisitionnée à la demande officielle du gouvernement yéménite.

## Règlements de comptes et arrestations arbitraires

Un rapport publié jeudi 7 novembre par l'Observatoire des armements, SumOfUs et Les Amis de la Terre appuie aujourd'hui ces informations, citant deux nouveaux témoignages de prisonniers, dont l'un affirme avoir été battu, privé de soins et menacé de mort à Balhaf. *Le Monde* a recueilli deux autres témoignages concordants d'un ex-détenu et de la famille d'un second, indiquant que des personnes étaient encore enfermées à Balhaf à la mi-2019.

L'existence d'une « *cellule de détention temporaire* » dans la base est confirmée au *Monde* par un officiel de la coalition de pays arabes dirigée par Riyad au Yémen. Elle ferait office de sas pour des détenus transférés vers la prison de Moukalla (est). Elle s'inscrit ainsi dans un réseau plus large. Dès 2017, l'agence Associated Press et l'ONG Human Rights Watch ont documenté l'existence de plusieurs lieux de détention non officiels aux mains des forces émiraties et de leurs alliés yéménites dans le sud du pays.